

Ce ne sont pas les élèves qui régressent. C'est l'éducation nationale qui régresse, à coups de réformes hasardeuses, à coups de communications factices, à coups d'économie sur le dos des élèves, des enseignants et des personnels.

Le pacte contribue à la mise en place d'une inégalité des chances flagrante pour les élèves et à une inégalité de traitement encore jamais vécue pour le corps professoral. Les missions mal définies ou dont l'utilisation sera détournée, le remplacement de courte durée qui ne sera rien d'autre que de la garderie, des parts fonctionnelles dans les lycées professionnels qui amplifieront les aberrations de la réforme de la voie pro. La création des pactes est une utilisation de l'argent public à des fins non pédagogiques mais calculatrices, désordonnées et dangereuses. L'objectif du gouvernement étant, encore et toujours, de casser le statut des enseignants en les payant à la tâche, à la mission.

Le pacte semble un échec dans les établissements publics et un succès dans les établissements privés sous contrat avec l'Etat. Comment expliquer cela ? Tout simplement par la logique du profit qui s'oppose directement pour nous à la logique d'une école juste et égalitaire. Les pratiques pédagogiques sont fortement remises en cause par des conditions de travail dégradées. La revalorisation historique de la rémunération des professeurs ne se traduit que par des effets d'annonces et le personnel de l'éducation nationale est de plus en plus en souffrance.

L'Union syndicale Solidaires et les fédérations de l'éducation qui la composent rejettent fermement ce système de casse de notre métier.

La situation de précarité des étudiant.e.s est alarmante en cette rentrée 2023. Certains d'entre eux.elles vont de surcroît être expulsé.e.s avec une réduction de la durée de location des résidences CROUS à cause des Jeux Olympiques. Les priver de logement durant cette période, à l'heure où le nombre de personnes sans domicile ne cesse de s'accroître, revient à mettre de nombreux et nombreuses étudiant-e-s en danger. Cette décision est inacceptable, elle fait primer les intérêts des volontaires et des partenaires mobilisés à l'occasion des Jeux olympiques sur les intérêts matériels et moraux des étudiants.

Pour les AESH, les emplois du temps éclatés et trop souvent modifiés, les affectations changeantes, les remplacements au pied levé, l'augmentation du nombre d'élèves à accompagner avec des situations de handicap très variées et complexes montrent la déficience des PIAL. L'accès au CDI au bout de trois ans ne reconnaît pas leur valeur professionnelle et les trop bas salaires les laissent dans la précarité. Les fédérations de l'éducation de l'Union syndicale Solidaires revendiquent pour les AESH la création d'un véritable statut de la Fonction publique d'État, l'augmentation réelle et significative des

rémunérations de toutes et tous, la garantie de pouvoir travailler à temps complet sur la base d'un accompagnement élève à 24 heures, l'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens, l'abandon du projet de fusion AED et AESH en ARE.

La flambée des prix rend les fins de mois encore plus difficiles, contraignant beaucoup à faire appel à la solidarité pour se nourrir, à sacrifier les postes santé, scolarité, vacances, transports, à vivre sans chauffage l'hiver. Obliger les allocataires du RSA à travailler au moins 15h par semaine pour bénéficier de leur allocation, tout cela au bénéfice du patronat qui n'aura pas un centime à verser n'a qu'un seul objectif : radier en masse les bénéficiaires du RSA. Ce sont des travailleurs et travailleuses en forte galère de vie, pour beaucoup abimé.es par le travail.

Alors que la lutte contre la précarité devrait être un objectif prioritaire pour le gouvernement, les nouvelles mesures vont à l'encontre de cela. L'Union syndicale Solidaires et les fédérations de l'éducation qui la composent réaffirment que la précarité est un enjeu majeur de combat pour le mouvement social.

En l'absence de mesure générale prise durant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron couplée à une inflation qui continue d'accélérer et qui touche de manière très importante les produits de base, les rémunérations des agent-es publics sont toujours en souffrance.

Les primes parcellaires et injustes distribuées ne répondent en aucun cas à l'enjeu dans la fonction publique. Les maigres annonces faites lors de la réunion salariale du 12 juin ne sont en aucun cas suffisantes pour répondre à l'urgence que vivent les agent.es publics.

Nous réclamons une véritable revalorisation tant des carrières que des salaires seuls à même de reconnaître l'implication indéfectible des fonctionnaires et leur niveau de qualification.

L'Union syndicale Solidaires appelle à se mobiliser notamment le 13 octobre avec toute l'intersyndicale, contre l'austérité, pour l'augmentation des salaires, pour la justice sociale et apporte son soutien aux luttes en cours.